

Borelli de Serres, de Salzet et consorts les mines de plomb argentifère et autres métaux de Cocurès (Lozère); XVI, 554.

— 4 décembre, concédant à la dame veuve Leblond née Chausson, et à ses enfants, les mines de zinc, plomb et autres métaux du Sappey (Isère); XVI, 585.

— 4 décembre, concédant aux mêmes les mines de zinc, plomb et autres métaux de Pierre-Rousse (Isère); XVI, 586.

— 6 avril 1850, concédant au sieur Leclair les mines de zinc, plomb et autres métaux de Clairac (Gard); XVII, 699.

— 31 juillet, concédant au sieur Potel les mines de fer, cuivre et autres métaux d'Ainhoa (Basses-Pyrénées); XVII, 576.

— 30 août, prorogeant l'autorisation accordée aux concessionnaires des mines de cuivre et de fer de Mouzaïa (province d'Alger) d'exporter à l'étranger des minerais de cuivre provenant de leur exploitation; XVIII, 586.

MINIÈRES.

ORDONNANCE DU ROI, du 5 février 1843, réglant le mode de recouvrement des sommes à payer par les propriétaires des usines exploitant les — de Saint-Pancré (Moselle); III, 886.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL, du 20 février, relatif à l'exécution de l'ordonnance du 5 du même mois concernant les — de Saint-Pancré (Moselle); III, 893.

— 22 avril 1844, relatif à l'exploitation des — de fer du département du Cher; V, 743.

ORDONNANCE DU ROI, du 14 décembre, portant rejet du pourvoi du sieur comte d'Holfelyze contre

— 20 janvier 1851, concédant aux sieurs Granier fils et consorts les mines de zinc, plomb, argent et autres métaux d'Arre (Basses-Pyrénées); XIX, 738.

— 29 janvier, prorogeant l'autorisation accordée aux concessionnaires des mines de cuivre et de fer de Mouzaïa (Algérie) d'exporter directement à l'étranger des minerais de cuivre provenant de leur exploitation; XIX, 740.

— 31 mars, concédant au sieur M. Brutus les mines de plomb, argent et autres métaux de Monistrol d'Allier (Haute-Loire); XIX, 756.

— 29 mai, autorisant les propriétaires des mines de cuivre et de fer de Mouzaïa (Algérie) à exporter à l'étranger des minerais de cuivre provenant de leur exploitation; XIX, 767.

— 18 septembre, autorisant les concessionnaires des mines de fer, cuivre et plomb d'Oued-Allah, près de Tenès (Algérie), à exporter partie des produits de leur exploitation; XX, 712.

une décision du Ministre des travaux publics relative aux — de Saint-Pancré; VI, 697.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL, du 7 mars 1848, appliquant aux — du département du Bas-Rhin le règlement du 22 avril 1844; XIII, 746.

DÉCRET du gouvernement provisoire du 15 mai, relatif au désistement d'un pourvoi formé par la fene dame de La Vieuville, propriétaire des — du bois de la Butte contre un arrêté du préfet de la Moselle du 16 janvier 1846; XIII, 772.

— Du 15 mai, relatif aux mêmes —; XIII, 773.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL, du 11 mai 1849, relatif à l'exploitation des — de fer du département du Pas-de-Calais; XV, 602.

— 26 mai, relatif à l'exploitation des — de fer du département de la Côte-d'Or; XV, 636.

— 23 janvier 1850, relatif à l'exploitation des — de fer du département de la Nièvre; XVII, 679.

DÉCISION MINISTÉRIEL, du 7 mai 1851, relative aux — d'Audun-le-Tiche et d'Aumetz (Moselle); XIX, 764.

CARRIÈRES et ARDOISIÈRES.

ORDONNANCE DU ROI, du 11 mars 1843, rejetant la requête des sieurs Leclair et Brochet contre une décision du Ministre des travaux publics du 9 février 1839, relative à l'exploitation d'une — à plâtre qu'ils possèdent à Montmartre (Seine); III, 898.

— 15 septembre, donnant acte au sieur Lepaire et à la dame veuve Dugendre du désistement des pourvois par eux formés contre un arrêté du conseil de préfecture et contre deux arrêtés du préfet de Seine-et-Marne leur enjoignant d'ouvrir des galeries de reconnaissance dans des — qu'ils exploitent à Lagny; IV, 712.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL, du 14 octobre 1844, relatif à l'exploitation des ardoisières du département de la Loire-Inférieure; VI, 661.

— 14 octobre, relatif à l'exploitation des ardoisières du département du Morbihan; VI, 668.

— 2 décembre, relative à l'exploitation des — de pierre à bâtir du département de la Gironde; VI, 686.

ORDONNANCE DU ROI, du 6 décem-

bre, portant rejet d'un pourvoi formé contre un arrêté de conseil de préfecture déchargeant du droit de patente un exploitant de — non-carrier de profession; VI, 697.

— 24 décembre, portant rejet du pourvoi du sieur Cissac contre un arrêté du préfet de la Seine, relatif aux — de Sablons (Seine); VI, 702.

— 14 juin 1847, relative à un pourvoi formé par le sieur Borey contre un arrêté du conseil de préfecture de la Seine, du 26 juin 1843 concernant la — qu'il exploite à Ménilmontant; XI, 736.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL, du 31 août, relatif à l'exploitation des — d'ardoise du département de la Mayenne; XII, 691.

— 31 octobre, relatif à l'exploitation des carrières du département du Loiret; XII, 707.

— 31 octobre 1847, relatif à l'exploitation des — à ciel ouvert du département de Seine-et-Marne; XII, 710.

— 9 janvier 1849, relatif à l'exploitation des — souterraines de Chancelade (Dordogne); XV, 560.

TOURBIÈRES.

ORDONNANCE DU ROI, du 24 février 1844, relative à l'extraction de la tourbe terreuse, dite terre-noire,

dans les marais de Donges (Loire-Inférieure); V, 700.

— 5 août, relative à l'exploitation

des — du département de la Marne; VI, 644.

— 5 août, relative à l'exploitation des — du département de l'Aube; VI, 649.

— 17 décembre 1847, portant rejet d'une requête présentée par le sieur Cornet d'Humval contre un arrêté du conseil de préfecture de

la Somme le maintenant, pour l'exercice de 1845, au rôle des patentes de la commune d'Argœuvres, comme exploitant de —; XIII, 728.

ARRÊTÉ du Président du Conseil chargé du pouvoir exécutif, du 14 décembre 1848, portant règlement pour l'exploitation des — du département des Vosges; XIV, 591.

2^E SECTION.

USINES.

ACIÉRIES.

ORDONNANCE DU ROI, du 17 juillet 1847, autorisant les sieurs Trinquet fils et C^{ie} à établir une — aux Mottetières (Loire); XII, 680.

— 16 janvier 1848, autorisant le sieur Jocolin aîné à maintenir en activité une — à Voiron (Isère); XIII, 738.

ARRÊTÉ du Président du Conseil chargé du pouvoir exécutif du 9 août, autorisant le sieur Flory à maintenir en activité et à augmenter l' — des Rives (Loire); XIV, 518.

DÉCRET du Président de la République du 19 février 1850, autorisant les sieurs Bonnard et C^{ie} à établir une usine à acier à Izieux (Loire); XVIII, 689.

ARRÊTÉ du Président de la République du 27 février 1849, autorisant le sieur Bolla à maintenir en activité une usine à acier à Romanswiller (Bas-Rhin); XV, 576.

DÉCRET du Président de la République du 6 juillet 1850, autorisant les sieurs Neyraud et C^{ie} à faire diverses additions à l' — qu'ils possèdent à Lorette (Loire); XVIII, 573.

— 6 décembre 1850, autorisant les sieurs Gouvy frères et C^{ie} à faire diverses additions et modifications à leur — de Sarralbe (Moselle); XVIII, 597.

— 30 décembre 1851, autorisant le sieur Langon à transformer en — sa taillanderie de Jures, commune de Tullins (Isère); XX, 739.

AFFINERIES.

ORDONNANCE DU ROI, du 5 février 1843, autorisant les sieurs Buyer et Hildebrand à établir un second feu d' — dans leur usine à fer de Semouze, commune de Xertigny (Vosges); III, 888.

— 4 novembre, autorisant le sieur Mercier à établir un second feu d' — dans l'usine à fer de Raux (Haute-Vienne); IV, 738.

— 2 décembre 1844, autorisant le sieur Carasson, à ajouter deux feux

d' — à l'usine à acier de Blanc-Murget (Vosges); VI, 694.

2 juillet 1845, autorisant les sieurs Schneider frères à maintenir en activité deux feux d' — et à établir un haut fourneau au Creusot (Saône-et-Loire); VIII, 819.

— 29 juin 1846, autorisant les sieurs Poupillier fils et C^{ie} à ajouter un feu d' — aux usines à fer de Brévilly (Ardennes); IX, 662.

— 17 décembre, autorisant le sieur Fricquet-Garet à ajouter deux feux d' —, trois fours dormants..., etc., aux usines de Blagny (Ardennes); X, 858.

— 21 janvier 1847, autorisant le sieur Durand à établir deux feux d' —, un four à puddler, un four de chaufferie..., etc., dans sa tréfilerie de Périgieux (Dordogne); XI, 725.

— 25 mai, autorisant le sieur Jacquinet à maintenir en activité les deux feux d' — existant dans son

usine à fer de Droiteval, (Vosges); XI, 734.

17 juillet 1847, autorisant le sieur Guillemot à maintenir en activité un feu d' — à La Cude (Haute-Marne), et à y en ajouter un nouveau; XII, 681.

ARRÊTÉ du Président du Conseil, chargé du pouvoir exécutif du 25 septembre 1848, autorisant les héritiers Estignard à ajouter un troisième feu d' — à l'usine à fer de Lagrandville (Moselle); XIV, 563.

DÉCRET du Président de la République du 12 décembre 1849, autorisant les héritiers de la dame de la Vieuville à maintenir en activité et à augmenter le foyer d' — de leur platinerie de Russange (Moselle); XVI, 588.

— 8 février 1850, autorisant le sieur Desrousseaux-Noizet à établir deux feux d' — en remplacement d'une platinerie, à Matton (Ardennes); XVII, 687.

BASSINS D'ÉPURATION.

ORDONNANCE DU ROI, du 27 août 1846, autorisant les sieurs Huot et Jobard à convertir en bassin en relief sur le sol, un terrain situé à Autray (Haute-Saône); X, 794.

DÉCRET du Président de la République, du 19 décembre 1849, autorisant le sieur Menans à établir un — pour le service de l'usine de Bezouotte (Côte-d'Or); XVI, 590.

BOCARDS.

ORDONNANCE DU ROI, du 19 janvier 1842, autorisant le sieur Thomas à établir un — et un patouillet à Sommancourt (Haute-Marne); I, 802.

— et un patouillet au Bouchon (Meuse); II, 805.

— 19 janvier, modifiant le régime des eaux du — établi par le sieur Colas, à Montiers (Meuse); I, 802.

— 20 septembre, autorisant le général comte Charbonnel à établir un — et un patouillet à Is-sur-Tille (Côte-d'Or); II, 805.

— 8 juin, autorisant le sieur Danelle à transférer un — et un patouillet à Attancourt (Haute-Marne); I, 826.

— 19 octobre, autorisant le sieur d'Andelarre à établir un — et deux patouillots à Saint-Joire (Meuse); II, 812.

— 20 septembre, autorisant les sieurs Gaide et Vivenot, à établir un —

— 19 octobre, rapportant celle du 10 janvier précédent qui autorisait le sieur Thomas à construire un —